Études ottomanes

**Retrouver un peu de l'histoire « perdue » d'une
province ottomane**

Documents des archives du Monastère de Saint-Jean à Patmos
– Conférences de l'année 2011-2012

Michael Ursinus

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1437>

DOI : 10.4000/ashp.1437

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2013

Pagination : 28-31

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Michael Ursinus, « Retrouver un peu de l'histoire « perdue » d'une province ottomane », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 144 | 2013, mis en ligne le 21 octobre 2014, consulté le 05 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1437> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1437>

RETROUVER UN PEU DE L'HISTOIRE « PERDUE » D'UNE PROVINCE OTTOMANE DOCUMENTS DES ARCHIVES DU MONASTÈRE DE SAINT-JEAN À PATMOS

conférences de Michael URSINUS,
université de Heidelberg,
directeur d'études invité

Mes quatre conférences ont tourné autour de la thématique suivante :

L'Empire ottoman a acquis la réputation d'une grande efficacité bureaucratique, en partie du fait des perceptions contemporaines et en partie du fait de l'érudition moderne. Cette vision repose sur le fait qu'il parvint – exceptionnel de ce point de vue dans le monde pré-moderne, à l'exception peut-être de la Chine – à organiser et tenir à jour à Istanbul, pour au moins un siècle et demi, une série d'enregistrements complets de revenus couvrant ses provinces centrales (et au-delà), ainsi que de grandes séries de registres, notamment de registres contenant des résumés des ordres émanant de la Porte. Une large part de cette documentation a survécu dans les archives centrales à Istanbul. En revanche, on n'a conservé qu'exceptionnellement les archives des gouvernements provinciaux des *beylerbeyi* ou *vali*, ou de leurs représentants dans les subdivisions de leurs provinces. Dans la plupart des cas, les archives qui peuvent avoir existé dans les résidences (*konak*) des gouverneurs et de leur personnel semblent avoir été emportées lors du départ de l'officiel en question plutôt que conservées sur place (comme c'était le cas des registres de cadis), mais n'être arrivées aux archives centrales que par hasard. C'est ainsi qu'a disparu la plupart de la documentation sans doute la plus propre à nous éclairer sur la situation sur place des sujets ottomans face aux autorités.

Telle étant la situation, le chercheur peut retrouver une part de l'histoire « perdue » de la société et des institutions ottomanes loin d'Istanbul grâce au fonds ottoman du monastère de Saint-Jean à Patmos, qui conserve plusieurs centaines de documents d'époque ottomane, tous jugés assez importants pour être conservés dans le sous-sol du trésor conventuel. Cette documentation fournit notamment une information exceptionnelle sur la complexité des rapports que les insulaires entretenaient entre eux, mais aussi avec un grand nombre d'officiels ottomans, pour la plupart (mais non uniquement) de niveau inférieur, entre autres des agents fiscaux jusqu'au niveau des sous-traitants de sous-traitants des affermateurs d'impôts.

L'enquête a été organisée en quatre études de cas, chacune principalement fondée sur une source spécifique tirée des archives de Patmos.

I. Les terrains agricoles du monastère de Patmos et leur statut fiscal

Depuis l'époque du premier registre fiscal (*defter-i atık*), les champs du monastère sis à Patmos et dans quelques îles alentour étaient enregistrés dans les registres

centraux de la *defterhane* sous le nom du toponyme local (*der mevzi 'i filan*) et évalués en fonction de la quantité de semence nécessaire à leur culture. On continua à en établir des listes détaillées, apparemment sans changement, pendant des siècles, à partir d'une copie du registre fiscal le plus récent (*defter-i cedit*). Celui-ci étant, naturellement, écrit dans le style calligraphique dit *siyakat*, constituait un véritable défi pour les bureaux du fisc à Istanbul peu familiers des noms de lieux patmiotes, en sorte qu'avec le temps beaucoup, sinon la plupart des toponymes furent déformés au point pour certains de devenir méconnaissables. On n'en continuait pas moins à dresser des listes détaillées des champs, même quand il était devenu difficile, sinon impossible de les identifier sur place. Si ces développements étaient la conséquence de leur statut fiscal, comment en fut affectée la collecte des revenus à la source ? On peut résumer comme suit le résultat de la recherche.

Pour distribuer la semence entre un minimum de 24 champs à travers la partie centrale de l'île, on avait besoin d'une clef de répartition, ainsi que d'une identification précise du terrain destiné à être semé. Telle était exactement la destination du *ktimatologion* grec de 1881, concernant 48 terrains labourables sis à Patmos et cultivés par le monastère à la fin du XIX^e siècle. Mais alors que le *Ktimatologion* contient des données manifestement récentes, dans toute la série des copies en *siyakat* les indications sur le nombre de *kile* semés dans chaque champ demeurent inchangées et stéréotypées pour plus d'un siècle et demi. Seule la liste de 1672 fait exception. Il paraît donc vraisemblable que, au moins jusqu'en 1876, les chiffres du *mufassal defter-i cedit* demeurèrent valides pour autant que la bureaucratie ottomane était concernée, tandis qu'à la fin du XIX^e siècle, les autorités du monastère rassemblaient ou avaient déjà rassemblé peu avant des données récentes, constituant de la sorte une base à jour pour la gestion des propriétés agricoles du monastère, arables ou non. Quant à l'enregistrement de 1672, quoique ostensiblement daté de la période du 23 octobre au 21 novembre de cette année, il apparaît qu'il a été effectué plus tardivement, vers ou après juillet 1720, date de l'« accord de partage » entre le monastère et la communauté laïque de Patmos.

II. Les Patmiotes en quête d'équité et d'autonomie fiscales

Au cours du XVIII^e siècle, Patmos vécut sous la menace – mais ce pouvait dans d'autres cas être une chance – de plusieurs changements radicaux concernant le régime de fiscalité locale. D'une part, en violation d'une pratique centenaire d'exemptions, Patmos fut intégrée au système des *'avariz* au tournant du XVIII^e siècle. D'autre part en revanche, de même que les autres îles égéennes qui avaient subi une occupation temporaire de la marine russe, Patmos bénéficia au titre du traité de Küçük Kaynarca d'une amnistie générale lors de son retour dans le giron ottoman et, de plus, de l'exemption pour deux ans de toutes les taxes, y compris la capitation. Dans l'intervalle, les anciens de l'île étaient autorisés à administrer pour leur compte les taxes dues par l'île au *kapudan paşa*.

En mettant en lumière différents aspects de la société patmiote au XVIII^e siècle, cette conférence a pu montrer la préservation et l'élargissement graduel du statut privilégié de l'île vis-à-vis des pouvoirs territoriaux ottomans, le *kapudan paşa* compris. Mes recherches – en cours – montrent que le monastère n'était plus le seul, ni même le

principal garant de ces privilèges, mais que ce rôle revint de plus en plus aux *kocabaşı* (« anciens ») de l'île qui, devant le vide du pouvoir entraîné dans l'archipel égéen par l'élimination presque totale de la flotte ottomane à Çeşme, se montrèrent apparemment capables d'exploiter la situation à leur avantage, au point de paraître, aux yeux de contemporains jaloux, être devenus les dirigeants effectifs de Patmos, dont les ordres avaient valeur de loi (telle est la traduction littérale de *kalem-rev*). Cependant ma recherche a également montré que beaucoup des conclusions que je me suis efforcé de tirer demeurent par nécessité hypothétiques, vu l'état de la documentation dans les dossiers patmotes pour la plupart de la période postérieure au milieu du xvii^e siècle.

III. Fetva émises pour des insulaires chrétiens et circonstances de leurs différends juridiques

On a conservé dans les archives de Patmos plusieurs *fetva* émises pour des plaignants chrétiens par des muftis provinciaux ou de la capitale (y compris le *şeyhülislam*), qu'on peut mettre en rapport avec des documents du même fonds, décrets sultaniens ou autres traitant du cas en question. Cela permet au chercheur de faire ce que ne permettent normalement pas les simples collections de *fetva* : replacer dans son contexte concret les textes des jurisconsultes, lesquels comme on sait ne donnent aucune indication sur les véritables noms, les lieux, les dates ou les motifs réels qui sont à l'œuvre dans un procès.

En comparant de façon systématique les *fetva* avec les firmans et les *hüccet* du fonds, j'ai pu replacer dans leur contexte plusieurs *fetva* expurgées de toute indication personnelle ou locale, en restituant une date approximative, le nom du plaignant et du défendeur, celui de la localité concernée, reliés aux grandes lignes de la question de droit traitée par la *fetva*. Le rassemblement de ces données a permis quelques interprétations préliminaires. On ne trouve dans notre corpus que deux cas de défendeurs musulmans appartenant à l'élite dirigeante ottomane. Tous les autres différends analysés concernent des chrétiens orthodoxes qui non seulement présentent leurs plaintes devant les autorités de l'État islamique, mais encore produisent, devant des juges de la *cheri'a* tout autour de Patmos, des *fetva* émises par le *şeyhülislam* ou des muftis locaux. En dehors de deux cas où les plaignants agissent collectivement et sont décrits comme « les Patmotes » ou « les anciens des *re'aya* », les procès sont intentés par un individu, généralement sous la forme d'une requête appuyée par une *fetva*. On a pu montrer que certaines *fetva* portaient au verso l'indication de la personne à qui elles devaient être remises et que parfois, mais non toujours, elles étaient remises à celui-là même qui en avait fait la demande. On a pu montrer, de plus, que la pratique consistant à inscrire le nom du destinataire au verso ne concernait pas les *fetva* émises par les muftis provinciaux, ce qui donne à penser que c'était réservé aux autorités centrales.

IV. La communication intra-provinciale entre le müdir de Patmos et le chef-lieu de la sous-province de Rhodes dans les années 1850 et 1860

Le dossier n° 38, largement bilingue, contient 76 documents, qui sont pour la plupart des *buyuruldu* (ordres) émis à Rhodes et les *tahrirat* (lettres) correspondant émis par le *müdir* de Patmos, peu avant ou durant la période où les provinces ottomanes

furent réformées sur un modèle français, avec la création de *vilayet* pourvus d'assemblées provinciales (*mecalis*) conçues comme des corps d'administration locale fondés sur une certaine représentativité. Pris comme une collection d'ordre individuels, ce dossier n° 38 donne entre autre l'occasion d'aperçus sur des situations qui pouvaient donner lieu à une assez grande publicité au niveau local, comme l'exécution de cette esclave musulmane qui avait tenté de mettre le feu à la maison de son maître. Des affiches imprimées en turc et en grec furent envoyées à travers toute la province, et jusqu'à Patmos, avertissant chacun, dans les termes les plus clairs, que de sévères châtiments attendaient ceux qui commettraient de pareils actes. En tant que corpus, le dossier fournit la possibilité, rare, de jeter de la lumière sur le fonctionnement d'une chancellerie ottomane provinciale dans l'archipel égéen.

Ma communication a clairement montré que le dossier 38 – qui rassemble des documents probablement conservés au *müdirlik* de Patmos avant leur dépôt dans les archives monastiques – ne donne qu'assez peu d'aperçus sur le mode de fonctionnement du *müdirlik*, mais en revanche qu'il en fournit de précieux sur les mécanismes de l'administration provinciale à Rhodes dans les années qui précédèrent immédiatement l'introduction en 1867 de la réforme des *vilayet* ottomans. J'ai pu montrer que le seul examen des caractéristiques extérieures et diplomatiques du corpus permettait de saisir de nombreux détails importants concernant le fonctionnement de la chancellerie des *kaymakam* de Rhodes. Ainsi le dimanche, jour où aucun décret ne semble avoir été émis, était férié. De même, on peut évaluer le temps qui s'écoulait entre l'émission d'un ordre à Rhodes et son arrivée à Patmos, la plupart du temps 4 à 25 jours (17 occurrences). Des périodes de 50 jours ou plus n'étaient nullement exceptionnelles, puisqu'on en recense cinq cas, principalement en hiver, mais aussi, quoique rarement, en été (comme dans le cas du document 38-37). Ces délais ne doivent pas tous avoir eu pour cause les conditions météorologiques, car tous les décrets n'étaient pas enregistrés par la chancellerie le jour de leur expédition. Il paraît néanmoins vraisemblable que beaucoup des cas les plus extrêmes ont été entraînés par des vents excessifs, insuffisants ou contraires, ou quelque autre empêchement dû à la situation en mer.